

... et peut divulguer (automatiquement ou sur demande) des renseignements sur la cote de crédit de la personne qui demande la carte au bureau d'établissement des cotes de crédit et aux personnes avec qui celui qui présente la demande a déjà ou compte avoir des rapports financiers ou si la banque juge que la divulgation est exigée par la loi.

Je donne ces exemples pour signaler aux Canadiens que ces entreprises demandent des renseignements qui ne demeureront pas nécessairement confidentiels et pour demander au ministre de la Consommation et des Corporations (M^{me} Erola) de faire enquête sur la question et de voir si de telles demandes ne vont pas à l'encontre de la loi.

Je m'oppose à cette façon d'agir parce qu'il n'existe aucune restriction quant à la façon dont les renseignements peuvent être utilisés. Peu importe si je décide de ne pas traiter avec la société en cause à l'avenir. Elle possédera toujours ces renseignements. Peu importe...

M. le Président: Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

* * *

LE DÉSARMEMENT

L'ORGANISME «VOICE OF WOMEN»—LA PROPOSITION EN VUE DE TENIR UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, le 5 mars j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) d'associer les femmes aux efforts du gouvernement visant le contrôle des armes et le désarmement. J'ai suggéré qu'une femme fasse partie du groupe de travail du premier ministre (M. Trudeau). J'ai demandé qu'une femme soit désignée à un poste vacant depuis fort longtemps, celui d'ambassadeur du désarmement.

Il n'y a pas qu'au Canada que les femmes soient écartées des importantes initiatives concernant le contrôle des armes et le désarmement. Même si dans le monde entier, les femmes représentent le plus fort contingent dans les groupes et les mouvements qui réclament le gel de l'arsenal nucléaire, la fin du militarisme et une réduction énergique des armements, elles sont pratiquement exclues des négociations internationales. La conférence de Stockholm a été un exemple particulièrement frappant.

L'organisme «Canadian Voice of Women» a fait une excellente proposition qui permettrait aux négociateurs de profiter de l'expérience de millions de femmes. Cet organisme propose de tenir au Canada même une conférence internationale des femmes qui aurait pour thème: L'urgence de la vraie sécurité: Les solutions des femmes aux négociations de paix. Cet organisme a déjà demandé une aide financière au ministère des Affaires extérieures et au service de promotion de la femme du Secrétariat d'État. J'invite le gouvernement à examiner ces demandes en toute priorité.

Au cours de la fin de semaine, le ministre de la Défense nationale (M. Blais) a promis que le Canada verserait des millions de dollars pour participer à l'élaboration du système de satellites de navigation américain, qui servira également au guidage des missiles nucléaires. Cet argent serait beaucoup mieux placé dans les domaines du contrôle des armes et du désarmement avec l'entière collaboration des femmes. L'aide financière du gouvernement à la conférence organisée par la «Voice of Women» serait un excellent choix...

M. le Président: A l'ordre, le temps du député est terminé.

Article 21 du Règlement

LES CORPORATIONS

LES OFFRES TROMPEUSES FAITES PAR LA POSTE

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, vendredi dernier, M. Ralph Devine et sa société, Intra-Canada Telecommunications Ltd., ont été condamnés, en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, pour avoir fait des offres trompeuses par la poste. Les envois, qui ressemblaient à des factures pour des annonces publicitaires dans les pages jaunes de l'annuaire, étaient en fait des offres pour annoncer dans un annuaire commercial indépendant. Malgré des avertissements publics répétés de la part du Bureau d'éthique commerciale au sujet de ces offres trompeuses, 5,343 entreprises ont envoyé un demi million de dollars à M. Devine en six mois.

L'une de ces offres m'a été transmise par M. Jack Garner de la société Garner's Sporting Goods, l'une des principales entreprises de Barrie. Elle provenait de Buffalo, dans l'État de New York, et le Bureau d'éthique commerciale m'a signalé que c'était le cas d'un grand nombre d'envois de ce genre.

J'exhorte donc toutes les entreprises à bien se renseigner au sujet d'offres de ce genre avant d'envoyer de l'argent. J'invite le gouvernement à afficher des avertissements dans les bureaux de poste et à procéder à une enquête plus approfondie au sujet des entreprises canadiennes qui utilisent les services postaux américains dont les tarifs sont bien inférieurs aux nôtres pour expédier des envois en nombre. Tant que nos tarifs postaux seront près de deux fois supérieurs à ceux des États-Unis, le gouvernement doit s'assurer que cette façon d'agir ne se généralise pas.

* * *

● (1410)

LA CONVERSION AU SYSTÈME MÉTRIQUE

LE BESOIN D'UN ÉTIQUETAGE QUI RENVOIE AUX DEUX SYSTÈMES DE MESURE

M. Bill Domm (Peterborough): Monsieur le Président, les limites de vitesse sur les routes de la Commission de la capitale nationale sont maintenant censées être données en milles puisque la loi sur la capitale nationale ne parle que de milles à l'heure.

Selon le rapport d'une commission d'étude ontarienne qui porte sur les effets de l'enseignement du système métrique sur les élèves des écoles primaires, ces derniers constateront encore longtemps autour d'eux l'existence du système impérial. Nous continuerons encore un bon bout de temps à parler de la livre de beurre. Les adultes ne se mettront pas automatiquement à exprimer leur taille en centimètres et leur poids en kilogrammes. L'éducation du public sera longue à faire. On ne sera pas toujours d'accord pour remplacer ses meilleures recettes. L'espacement des lettres sur les machines à écrire va continuer à se faire en pouces et les panneaux muraux de quatre pieds vont durer encore des années. Le système impérial ne disparaîtra pas d'un simple coup de baguette métrique.

En fait, l'étude a montré que 60 p. 100 des enseignants parlent d'unités impériales en classe alors que seulement 45 p. 100 des directeurs affirment qu'on n'y mentionne plus que les unités métriques.